

Presque tout de suite cependant la poursuite d'une demi-politique de défense aérienne est venue le contredire. Le gouvernement a donné nettement l'impression que le Bomarc était un moyen de défense supérieur à l'avion de chasse piloté, tout en étant moins coûteux, contre les bombardiers pilotés. Les journaux ont donné à la population l'impression, impression qui s'est largement répandue au moins pour un temps, que la menace des bombardiers diminuait. Le gouvernement nous a dit que nous pouvions en toute sécurité annuler les contrats relatifs à l'avion de chasse tout-temps le plus remarquable au monde, l'Avro Arrow. Nous devions cependant maintenir une défense contre les bombardiers pilotés. C'était, évidemment, une défense pour une très petite partie de la nation canadienne, mais nous devions maintenir la défense contre les bombardiers pilotés.

Non seulement le gouvernement a-t-il décidé de poursuivre l'installation du réseau SAGE-Bomarc, mais il a tenté de nous convaincre, et de convaincre le peuple canadien, sans trop de succès, qu'il devait maintenir en service ses escadrilles de CF-100, même si la vitesse de cet avion est inférieure à celle du son alors que les avions modernes que les Russes pourraient lancer contre le continent nord-américain dépassent la vitesse du son.

Les illogismes ont commencé à faire leur marque, mais il a été très difficile d'essayer de faire comprendre au gouvernement et au peuple canadien que la politique du gouvernement n'est pas valable. A vrai dire, il a été plus facile de convaincre le public canadien que le gouvernement. L'intransigeance du gouvernement à cet égard est un mystère pour tous ceux qui siègent à la Chambre, du moins pour ceux qui siègent de ce côté-ci, et sans doute pour la plupart des courriéristes parlementaires et pour les Canadiens sérieux.

Pourquoi le gouvernement abandonne-t-il la première ligne de défense contre les bombardiers montés alors qu'il garde la seconde ligne? On n'a pas encore répondu de façon satisfaisante à cette question. A maintes reprises, nous qui siégeons de ce côté-ci avons dit: tout ou rien. Maintenir le programme de défense SAGE-Bomarc sans la présence des avions de chasse supersoniques, c'est quelque chose que le public canadien ne trouve pas logique; l'illogisme devrait sauter aux yeux de tous.

Si Washington vient d'annoncer que le programme SAGE-Bomarc sera suspendu pendant un mois pour être remis à l'étude, c'est que les dirigeants américains sont convaincus qu'en raison de la précision actuelle des projectiles balistiques intercontinentaux de

longue portée, les installations SAGE-Bomarc, qui sont fixes, sont très vulnérables aux missiles. Les États-Unis ont décidé de s'arrêter pour examiner la question sous ce nouvel aspect; mais non pas notre gouvernement, qui décide de s'engager à l'aveuglette dans une direction sans issue, sans donner d'explication plausible quant aux résultats prévus.

Cela n'est pas satisfaisant, monsieur le président. Si le ministre nous disait qu'il se propose de poursuivre un programme complet de défense aérienne, ce serait déjà quelque chose. S'il nous disait qu'il va rééquiper les escadrilles de défense aérienne et qu'en outre, il espère que le Bomarc B va réussir, de façon à pouvoir être utilisé comme seconde ligne de défense, nous pourrions au moins nous rendre compte de la logique de ce programme, que nous y souscrivions ou non. Mais que le ministre refuse de nous dire s'il songe à rééquiper nos escadrilles de défense aérienne et qu'il déclare en même temps que quoi qu'il advienne, l'installation du réseau Bomarc-SAGE se poursuivra, voilà qui est pour nous un véritable mystère.

Nous répétons, monsieur le président, qu'à notre avis l'installation Bomarc-SAGE en soi est inefficace et représente un gaspillage des deniers publics. Elle protège une partie trop restreinte du pays et de plus elle est beaucoup trop vulnérable aux attaques des missiles ennemis. Par ailleurs, elle n'est pas seulement vulnérable aux attaques par missiles balistiques intercontinentaux; il faut se rappeler qu'un de ces missiles lancés sur une de nos bases la détruirait entièrement et ouvrirait un corridor aérien que les bombardiers ennemis pourraient emprunter en grands nombres. Ces bases sont aussi vulnérables aux missiles air-sol transportés par les bombardiers d'attaque; ces engins pourraient être dirigés sur les bases Bomarc à des centaines de milles de distance. Le Bomarc et le SAGE ne pourraient pas différencier les faux missiles des authentiques engins; ils seraient lancés les uns après les autres et une fois la moitié de l'escadrille ainsi mobilisée, et il n'y aurait plus aucune défense de nos villes et des approches du continent nord américain. Il ne resterait plus rien. Le corridor serait libre et les bombardiers pourraient passer.

Ces considérations primordiales sont de la plus haute importance. Mais, par surcroît, le missile n'a même pas donné satisfaction du point de vue technique. C'est pourquoi, nous, de ce côté-ci de la Chambre, considérons tout d'abord que rien ne nous assure que le missile finira par être efficace. Ce n'est guère rassurant d'entendre le ministre associé de la Défense nationale nous déclarer que le Bomarc A n'est devenu